

Unité départementale du Val-d'Oise
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 27 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE

2 rue des Frères Montgolfier
95500 Gonesse

Références : ud95-2023-0877

Code AIOT : 0006505705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE implanté 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée du 10 novembre 2023 avait pour but de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE
- 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006505705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PERRIEN Traitement de Surface, implantée depuis 1974, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un volume de bains autorisé d'environ 69 m³.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral daté du 21 février 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014.

L'effectif sur site est composé d'une dizaine de salariés.

L'incendie du 1er janvier 2023 a totalement détruit le site. L'activité est à l'arrêt depuis cette date.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Élimination des déchets	AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 1er	/	Astreinte journalière et amende administrative	7 jours
2	Mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine	AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 2	/	Astreinte journalière et amende administrative	7 jours
3	Élimination des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 3	/	Astreinte journalière et amende administrative	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté sur site que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023 engendrant un risque imminent de pollution pour l'environnement. De ce fait, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de prendre des sanctions administratives (astreintes journalières et amendes administratives) à l'encontre de l'exploitant afin de remédier aux écarts constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 1er
Thème(s) : Autre, Élimination des déchets
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE implantée sur le territoire de la commune de GONESSE, 2, rue des Frères Montgolfier, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence précité, en justifiant de la bonne élimination des déchets restants sur site suite à l'incendie.
Constats : Le site était clos et l'inspection n'a pas pu pénétrer sur le site en l'absence de l'exploitant. Néanmoins, l'inspection a constaté la présence de différents déchets non évacués depuis l'incendie du 1er janvier 2023, à savoir : - 8 big-bags d'1 m ³ stockés sur la dalle béton extérieure et non abrités des eaux météoriques dont le contenu n'est pas connu ; - 4 palettes de produits chimiques filmés et en attente d'expédition, l'inspection n'a pas pu constater si ces contenants sont remplis ou vides ; - une caisse-palette en plastique étanche et fermée, stockée sur la dalle béton extérieure ; - un bidon métallique ouvert, dont l'étiquette indique qu'il a contenu du "sodium cyanide", à savoir de l'acide cyanhydrique stocké sur la dalle béton extérieure et non abrité des eaux météoriques. L'ensemble de ces déchets sont stockés en extérieur sur une dalle étanche et peuvent engendrer une pollution du réseau d'eaux pluviales, par lixiviation ou débordement. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas justifié la bonne élimination des déchets restants sur site suite à l'incendie contrairement à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023. Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure du 2 novembre 2023 dont il a fait l'objet, et conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 150 euros. Ce montant est fixé en cohérence avec le coût d'évacuation des déchets encore présent sur site à savoir : environ 700 euros la palette pour des « emballages vides souillés hors acide/comburant » et environ 2 100 euros la palette pour des « emballages vides souillés acide/comburant ». La moyenne étant de 1 400 euros, le total estimé pour l'évacuation des 4 palettes de produits chimiques comprenant le transport est de 6 000 euros. Par ailleurs, considérant que l'exploitant n'a pas déféré, dans le temps imparti, à la mise en demeure dont il fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est également proposé d'infliger une amende administrative du montant de 1 500 euros. Ce

montant est équivalent à 25 % du coût estimé d'évacuation des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte journalière et amende administrative

N° 2 : Mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE est mise en demeure de respecter, dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <p>- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence précité, en justifiant de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas pu pénétrer sur le site et voir le puits d'alimentation en eaux souterraines, qui pour rappel est non utilisé depuis de nombreuses années. L'exploitant n'a pas transmis de justificatif attestant de la bonne mise en sécurité de celui-ci.</p> <p>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</p> <p>Non-conformité n° 2 : L'exploitant n'a pas justifié la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine du site contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023.</p> <p>Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure du 2 novembre 2023 dont il a fait l'objet, et conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 50 euros. Ce montant est fixé en cohérence avec le coût de mise en sécurité d'un forage qui est environ égal à 2 000 euros</p> <p>Par ailleurs, considérant que l'exploitant n'a pas déféré, dans le temps imparti, à la mise en demeure dont il fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est également proposé d'infliger une amende administrative du montant de 500 euros. Ce montant est équivalent à 25 % du coût estimé de mise en sécurité du forage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte journalière et amende administrative

N° 3 : Élimination des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Elimination des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE est mise en demeure de respecter, dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :</p>

<p>- les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence précité, en transmettant les bordereaux d'élimination des eaux d'extinction issues de l'incendie du 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'éléments à l'inspection des installations classées pour justifier la bonne élimination des eaux d'extinction issues de l'incendie du 1er janvier 2023. L'inspection avait constaté lors des précédentes visites d'inspection le pompage des eaux d'extinction et le stockage temporaire de celles-ci sur site. L'exploitant n'a fourni aucune garantie concernant la destination finale de ces eaux incendie souillées.</p> <p>La prescription contrôlée n'est pas respectée.</p> <p>Non-conformité n° 2 : L'exploitant n'a pas justifié la bonne élimination des eaux d'extinction issues de l'incendie du 1^{er} janvier 2023 contrairement à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023.</p> <p>Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure du 2 novembre 2023 dont il a fait l'objet, et conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est proposé d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 50 euros. Ce montant est fixé en fonction du préjudice environnemental estimé pour l'évacuation des eaux d'extinction en dehors d'une filière de traitement appropriée et dûment autorisée.</p> <p>Par ailleurs, considérant que l'exploitant n'a pas déféré, dans le temps imparti, à la mise en demeure dont il fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est également proposé d'infliger une amende administrative du montant de 500 euros.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte journalière et amende administrative</p>